



SENEGAL

**INTERVENTION
DE S.E. MONSIEUR MACKY SALL,
PREMIER MINISTRE
DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL,
A LA REUNION DE HAUT NIVEAU
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES
CONSACREE AU VIH/SIDA**

New York, le 2 juin 2006

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
 Monsieur le Secrétaire général,
 Excellences, Mesdames, Messieurs les Chefs de Délégation,

Je voudrais tout d'abord transmettre à l'Assemblée les salutations amicales de Son Excellence le Président de la République du Sénégal, Maître Abdoulaye WADE.

Le Président WADE remercie le Secrétaire général des Nations Unies pour son plaidoyer et son leadership dans la mobilisation internationale contre le VIH/SIDA. Il remercie le Président Denis SASSOU NGUESSO pour l'importante contribution de l'Union Africaine lors de cette présente session.

Le Rapport du Secrétaire général sur les 5 années de mise en oeuvre de la Déclaration d'engagement de 2001 sur le VIH nous offre l'opportunité de nous féliciter du renforcement de la mobilisation internationale qui a entraîné un important flux financier et un engagement au plus haut niveau des Etats.

Toutefois, permettez-moi de souligner que, malgré cette mobilisation, les ressources financières et techniques ainsi que les efforts déployés ont été insuffisants pour apporter une réponse capable de réduire significativement les nouvelles infections et de donner un accès universel aux traitements antirétroviraux.

Cette rencontre de Haut niveau doit être considérée comme le sommet de la rupture en ce sens que *l'Afrique est en situation d'urgence sanitaire*.

Si nous ne réglons pas le problème du VIH/SIDA qui a la dimension d'une crise planétaire, l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement deviendra illusoire.

Après 25 années de lutte contre le VIH, force est de reconnaître que nous n'avons pas encore réussi à inverser la tendance évolutive de l'épidémie et amoindrir son impact. C'est pourquoi, nous devons impérativement relever en urgence trois défis majeurs :

- le défi de la prévention,
 - le défi de l'accès universel au traitement,
 - le défi des ressources humaines qui est à articuler avec les deux premiers.
- L'Afrique, aujourd'hui, souffre d'un sérieux déficit en ressources humaines de santé qualifiées aggravé par la migration du personnel vers les pays développés.

Les efforts de prévention doivent être renforcés pour faire face à la progression rapide du VIH.

En Ouganda et au Sénégal, les efforts ont entraîné des succès durables dans la prévention depuis plus de dix ans. Malgré les résultats très encourageants enregistrés par

d'autres pays durant ces 4 dernières années, la situation de l'Afrique reste très préoccupante et critique face à cette épidémie dévastatrice.

Le faible niveau de connaissance actuel des adolescents et des jeunes nous inquiète. Les efforts d'éducation des enfants, des adolescents et jeunes doivent être intensifiés et pérennisés pour prévenir le fardeau des nouvelles infections.

Des interventions ciblées plus efficaces doivent être promues chez les femmes, chez les groupes vulnérables et marginalisés.

Nous devons nous engager à rendre accessibles et à pérenniser, pour tous ceux qui en ont besoin, les *traitements antirétroviraux* y compris les médicaments de deuxième et troisième générations et les formules pédiatriques.

Les politiques de traitement doivent être viables. Elles ne doivent pas seulement être bâties sur des projets à durée limitée. En d'autres termes, il s'agit pour la communauté internationale d'accroître de façon substantielle les ressources pour répondre à l'exigence de viabilité et de durabilité de nos politiques en la matière.

Les pays en développement devraient s'inspirer du Brésil, de la Thaïlande et du Sénégal qui subventionnent les traitements antirétroviraux à partir de leurs ressources propres. Au Sénégal, 70% des traitements antirétroviraux sont gratuits et financés par le budget de l'Etat.

Dans le même temps, il urge de financer les recherches sur les vaccins préventifs et les microbicides qui renforcent la prévention du VIH chez les femmes.

Nous devons nous engager à assurer des *financements prévisibles et durables* à la hauteur des aspirations et des feuilles de route nationales pour l'intensification vers l'accès universel.

Nous devons nous engager à développer un *partenariat durable* entre tous les acteurs des secteurs publics, de la société civile et du secteur privé et particulièrement les associations de personnes vivant avec le VIH.

Dans cette perspective, le leadership au plus haut niveau des Etats, des religieux, des communautés et des personnes vivant avec le virus doivent être renforcés.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Il est temps que le monde change de paradigme dans cette épidémie.

Permettez moi de rappeler les propos du Président de la République du Sénégal, Maître Abdoulaye WADE, lors de la session de Juin 2001, qui sont hélas d'actualité, je le cite : « ...Faisons ensemble pour qu'au-delà des convenances diplomatiques, que ce sommet de haut niveau soit immédiatement suivi d'actes concrets

et décisifs pour la sauvegarde des générations présentes et futures. Le temps d'agir c'est maintenant. Demain il sera trop tard. » Fin de citation.

Je vous remercie de votre aimable attention.